

Faits marquants de la CdP 14 à la CLD Mardi 10 septembre 2019

Pour cette deuxième journée du Segment de haut niveau, les délégués ont pris part à trois dialogues interactifs et entendu les pays exposer les progrès qu'ils ont accomplis dans la mise en œuvre de la Convention. Les facilitateurs des sessions qui se sont déroulées sur deux jours, en ont présenté les résultats dans l'après-midi, lors d'une plénière de clôture qui a également pris note des progrès accomplis dans l'élaboration de la Déclaration de New Delhi.

Entretemps, les délégués ont poursuivi les négociations sur les textes des projets de décisions jusqu'à tard dans la soirée.

Parmi les événements en marge de la réunion, on peut citer un déjeuner de haut niveau consacré au lancement de l'Initiative pour la paix et les forêts, qui vise à soutenir la réhabilitation conjointe de zones dégradées dans des contextes de post-conflit ; une consultation à propos de la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes 2021-2030 ; et la Journée d'action pour les terres, au Pavillon des Conventions de Rio, consacrée à la mise en œuvre de projets œuvrant pour la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT).

Segment spécial

Dialogue interactif 1: Le gardiennage des terres dans une démarche fondée sur les valeurs : Le panel a été présidé par Ezechiel Joseph, Ministre de l'agriculture, de la pêche, de la planification physique, des ressources naturelles et de la coopération de Sainte-Lucie. Dans son propos d'ouverture, il a plaidé pour une « révolution des valeurs » à travers l'action collective humaine et pour un changement des modes de consommation et de production.

Sadhguru Jaggi Vasudev, Inde, a proposé de mettre l'accent sur la gestion de la croissance démographique afin de réduire l'empreinte humaine sur la nature. Il a souligné le besoin de changer les mentalités pour inculquer le respect de l'eau, des aliments et des terres en tant qu'éléments créateurs de vie et non en tant que ressources à exploiter.

Baaba Maal, Sénégal, a évoqué le rôle que peuvent jouer la musique et la culture dans l'avènement de l'harmonie et de la paix, et a souligné le besoin de déployer des efforts et des soutiens pour encourager davantage de jeunes à retourner en Afrique.

Hindou Oumarou Ibrahim, Tchad, a estimé que les savoirs traditionnels constituent un maillon essentiel de la protection des terres et des ressources naturelles, et a déclaré que pour les peuples autochtones, « l'environnement est notre supermarché, notre système de santé et notre éducation ».

Joshtrom Isaac Kureethadam, Saint-Siège, a évoqué le lien entre science et religion, et a mis en exergue les traditions religieuses pour modifier les consciences humaines et les ramener vers l'idée que « la terre est sacrée ». Il a appelé à unir les efforts de toutes les religions pour inverser les tendances de la dégradation des terres.

Dans la discussion qui a suivi, les participants ont mis en exergue, entre autres : les initiatives fondées sur l'économie écologique ; les soutiens concrets pour mobiliser la jeunesse ; et les valeurs partagées axées sur un modèle de développement durable et porteur de changement. Les participants ont également appelé à tracer un itinéraire sensé pour que le monde puisse

parvenir à la gestion durable des ressources, et à prendre des mesures plus concrètes pour enrayer la raréfaction des ressources.

Dialogue interactif 2: Santé des terres, santé des peuples:

La table ronde a été présidée par Dennis Musuku Wanchinga, Ministre zambien du développement de la ressource en eau, de l'assainissement et de la protection de l'environnement. Ouvrant la session, il a décrit les terres comme une ressource importante, essentielle au bien-être humain, mais qui est soumise à de lourdes pressions, avec 2,2 milliards de personnes touchées par la dégradation des terres dans le monde.

Dans son intervention, Lorena Aguilar Rovelo, Vice-Ministre des affaires étrangères du Costa Rica, a signalé que le manque de connaissances concernant les impacts sanitaires différenciés par genre conduit à un « syndrome de solutions prêtes-à-porter exclusivement pour homme ». Les données désagrégées, a-t-elle affirmé, montrent que 60% des victimes chroniques de la faim sont des femmes et des filles, et que si elles avaient le même accès que les hommes aux ressources productives, le rendement agricole pourrait augmenter de 20 à 30%.

Howard Bamsey, Président du Comité directeur du Partenariat mondial de l'eau (GWP), a mis en lumière la vulnérabilité des systèmes aquatiques et des personnes qui en dépendent, en particulier les plus pauvres. Il a cité la croissance démographique et les changements climatiques comme deux des principales difficultés dans la réalisation de l'ODD relatif à l'eau, et a évoqué la nécessité urgente et croissante de sécurité dans l'accès à l'eau. Défendant une approche intégrée, Bamsey a expliqué qu'une gouvernance faible fait obstacle aux mesures visant à réduire la vulnérabilité, et que toutes les parties prenantes doivent avoir leur mot à dire.

Dans leurs interventions, les participants ont souligné certains défis, notamment les impacts de la pollution des sols sur la sûreté et la sécurité alimentaire. Les conséquences de la croissance démographique et les pressions qui en découlent sur les terres cultivables existantes ont été mises en exergue, ainsi que la notion d'équité intergénérationnelle.

Parmi les solutions évoquées, la mise en œuvre des Directives volontaires sur la gestion durable des sols, établies par le Partenariat mondial des sols (GSP) ; le renforcement de la coopération entre les différents secteurs et parties prenantes, par exemple entre le GWP et le GSP ; et la sensibilisation des consommateurs pour de meilleurs résultats en termes de santé et des changements de comportement.

Dialogue interactif 3: Stimuler les chaînes de valeur durables pour les entreprises à base foncière:

Cette session a eu lieu pendant l'après-midi, sous la présidence de Patricia Appiagyei, Ministre adjointe de l'environnement, des sciences, de la technologie et de l'innovation du Ghana. Dans ses propos d'ouverture, Appiagyei a souligné le besoin de diversifier l'économie et de favoriser les chaînes de valeur novatrices, inclusantes et « complètement nouvelles », dans le but de débloquer le capital naturel.

Affirmant que « ce qui est petit est beau », Anil Jain, de Jain Farm Fresh Foods, a expliqué que donner aux petits exploitants un accès aux connaissances concernant les méthodes de production durables, telles que la micro-irrigation et l'énergie solaire, ainsi qu'un accès au capital et des liaisons avec les marchés locaux et internationaux, contribuerait à améliorer les modes de vie au niveau local.

Cai Mantang, du Groupe Elion Resources, a expliqué comment la plantation à grande échelle d'espèces végétales autochtones peut permettre d'élargir la chaîne de production et d'approvisionnement à partir de la restauration écologique de régions désertiques, y compris dans les secteurs alimentaire et pharmaceutique. Il a souligné le besoin de travailler en partenariats, et avec les populations locales, et d'employer des pratiques novatrices, telles que la culture verticale des produits agricoles ou la culture à l'ombre des panneaux solaires.

Bernard Giraud, de Livelihoods Funds, a évoqué l'importance d'engager les agriculteurs dans le développement de chaînes de valeur en construisant des coalitions, en prenant des engagements à long terme, en incitant à l'agriculture organique et en renforçant les capacités des jeunes agriculteurs.

Nick Salter, d'Aduna, a exposé des opportunités commerciales sur la base de produits cultivés dans des terres humides. Il a suggéré qu'investir largement dans le lancement de marchés pourrait constituer une solution au « cercle vicieux de l'opacité » qui provient du manque de visibilité des produits issus de régions humides.

Tony Siantonas, du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, a mis en exergue le rôle des entreprises pour soutenir l'assurance de la bonne santé des sols agricoles, pour renforcer la résilience communautaire face aux changements climatiques, et pour sécuriser les droits et les régimes fonciers.

Dans la discussion qui a suivi, les intervenants ont mis en exergue le besoin : d'investir dans les zones arides de façon à favoriser les moyens de subsistance locaux ; d'assurer un accès équitable aux terres, aux connaissances et aux financements, notamment pour les femmes ; et de promouvoir la coopération internationale. Concernant les solutions pour les entreprises, les intervenants ont appelé, entre autres, à trouver des solutions de remplacement aux fertilisants chimiques, à créer des assurances de santé pour les sols agricoles, à mettre en place des systèmes d'irrigation économes en eau et à investir dans les énergies durables au niveau local.

Segment de haut niveau : Session de déclarations officielles
: Placée sous l'égide de la Présidence de la CdP 14, cette session matinale a permis aux ministres et hauts fonctionnaires du Bangladesh, du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, de la République centrafricaine, du Costa Rica, de la Côte D'Ivoire, de l'Équateur, du Guyana, d'Haïti, du Liban, du Nigeria, du Sénégal, des Seychelles et de Zambie de s'exprimer. Les déclarations ont mis en exergue les efforts nationaux et les engagements en matière de gestion durable des terres, de restauration des terres, de gestion des sols et des bassins versants, autre autres.

L'ISLANDE a fait part de ses conclusions concernant le rôle qu'a joué la restauration des terres dans son périple pour devenir un pays développé. La BOLIVIE a estimé que « la pauvreté découle de l'exploitation indiscriminée de nos ressources naturelles ». Le représentant a ajouté que nous percevons tout cela comme du progrès, « mais nous restons aveuglés aux ruines qu'il laisse derrière lui ».

L'ARMÉNIE a évoqué des opportunités qui vont dans le sens d'une économie efficace du point de vue énergétique. Le BHOUTAN a décrit les défis qui menacent les montagnes de l'Himalaya, qui sont perçues comme les « châteaux d'eau du monde ». Le représentant a appelé les leaders des pays développés à prendre des décisions plus audacieuses pour diminuer leurs émissions et réduire la contamination.

Le MALAWI a appelé la communauté internationale à mettre en place un fonds pour la dégradation des terres qui ne fonctionnerait pas autant comme un instrument financier privé mais qui serait au contraire plus solidaire et accessible aux économies en difficulté. Plusieurs pays africains ont estimé que la sécheresse et les terres dégradées sont des moteurs d'instabilité et de conflit, ce qui se traduit ensuite par des nombres plus élevés de personnes déplacées et par un accroissement des migrations découlant de la perte des ressources.

Cérémonie de clôture

Le Président de la CdP 14, Prakash Javadekar, a ouvert la session et invité les présidents des tables rondes et des dialogues interactifs à faire rapport de leurs activités.

Ralph Gonsalves, Premier ministre de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, a présenté un compte-rendu des discussions sur le liens entre les terres, le climat et les énergies renouvelables. Il a estimé que la restauration des terres est fondamentale pour le développement et qu'elle a des incidences positives sur tous les ODD, en soulignant par ailleurs que des actions ambitieuses

sont désormais indispensables pour faire face aux changements climatiques.

Ana Cristina Quirós, Ministre adjointe de l'agriculture et de l'élevage du Costa Rica, a énuméré les recommandations et les contributions issues de la table ronde sur les communautés rurales et urbaines. Elle a mis en exergue divers moteurs d'urbanisation identifiés au cours des discussions et les stratégies requises pour inciter les jeunes à rester dans les zones rurales.

Nestor Batio Bassiere, Ministre de l'environnement, de l'économie verte et des changements climatiques du Burkina Faso, a présenté un compte-rendu de la table ronde consacrée à la promotion d'un mouvement mondial pour la restauration des écosystèmes, et en a évoqué les messages clés, notamment : que la désertification et la dégradation des terres sont une responsabilité mondiale ; que des partenariats sont requis à tous les niveaux ; et que les connaissances scientifiques et les technologies devraient guider toutes les actions.

Le Ministre Joseph a fait rapport du dialogue interactif sur le gardiennage des terres dans une démarche fondée sur les valeurs. Il a signalé que les discussions ont couvert : le besoin de protéger le capital naturel épuisable face à la croissance démographique accélérée, et les pressions qui en découlent sur les ressources foncières mondiales. Il a par ailleurs mis en exergue l'impératif moral du mouvement mondial de restauration et le besoin d'un dialogue plus large avec tous les collectifs pour stimuler l'action collective et protéger les ressources foncières mondiales.

Le Ministre Wanchinga a présenté les conclusions du dialogue interactif sur la santé des terres et la santé des peuples. Il a déclaré que les êtres humains devraient être placés au centre des efforts visant à atténuer les effets de la sécheresse dans le Cadre stratégique de la CLD pour 2018-2030. Il a également repris des points de vue sur le besoin d'autonomiser les femmes et d'améliorer la gouvernance pour renforcer la gestion foncière, les systèmes d'approvisionnement en eau et la productivité des terres.

La Ministre Appiagyei a identifié les obstacles qu'il est nécessaire de lever pour favoriser des chaînes de valeur durables au service des entreprises à base foncière, comme cela a été évoqué au cours du troisième dialogue interactif. Elle a cité le besoin de combler les lacunes de connaissances et de financements pour les entrepreneurs verts, y compris les femmes et les jeunes. Elle a par ailleurs rapporté des appels aux parties prenantes pour la création de valeurs partagées et de coalitions dans le but de soutenir les agriculteurs et les entreprises agricoles à petite échelle.

Le Président de la CdP Javadekar a ensuite rapporté les progrès accomplis par le groupe d'Amis du Président sur la Déclaration de New Delhi, qui sera présentée pour adoption par la CdP.

La CdP a pris note des rapports présentés.

En conclusion, le Ministre Javadekar a félicité le Premier ministre Narendra Modi pour son engagement à restaurer 26 millions d'hectares, à créer des centres d'excellence sur les questions foncières, et à éliminer progressivement les plastiques à usage unique en Inde.

Dans les couloirs

Après le niveau élevé d'attention qu'on a connu la veille, les réunions de mardi ont donné une impression de désertion et de manque d'énergie. Certaines délégations se sont rendues dans des salles erronées pour livrer leurs déclarations et certains participants ont pensé que les intervenants étaient absents. Le segment matinal de haut niveau de la CdP –qui n'a accueilli que des intervenants de pays en développement, excepté l'Islande– a connu des problèmes d'interprétariat. Les délégués arabophones, francophones et hispanophones se sont demandés si les quelques participants étaient bien en mesure de suivre les débats.

Certains délégués ont remarqué que les déclarations précipitées lors des sessions plénières étaient bien éloignées des dialogues interactifs promis, et ont estimé qu'il était nécessaire de répondre concrètement aux appels passionnés à agir concrètement lancés par les organisations de terrain. Signalant un manque de consensus sur la façon de procéder pour certains des mécanismes institutionnels établis en vertu de la Convention, certains ont suggéré d'opter pour des plateformes plus agiles et plus accessibles, comme celles qui émergent des processus dédiés au climat et aux énergies renouvelables.

Entretemps, la rumeur évoquait des tentatives pour diluer la Déclaration de New Delhi en supprimant les références aux mécanismes financiers internationaux, ce qui a grandement inquiété les participants qui espéraient des mesures en matière de renforcement des capacités.